



Lundi 27 novembre 2023

État d'Israël assassin, États impérialistes complices

La trêve a démarré vendredi dernier pour cinq jours. Un moment de répit bien trop bref pour les populations civiles. Les photos et les vidéos qui nous arrivent mettent des images sur des massacres d'une ampleur inouïe, dont la logique ressemble à celle d'un génocide.

Les bombes n'ont rien épargné, ni personne. Presque quinze mille habitants ont trouvé la mort, dont quasiment une moitié d'enfants. Les hôpitaux sont éventrés et ceux qui tiennent encore debout ne fonctionnent plus, faute de carburant et d'électricité. La moitié des bâtiments serait en ruine.

Le gouvernement israélien prépare une nouvelle offensive

Le gouvernement d'extrême droite israélien a tergiversé avant d'accepter la trêve avec le Hamas. Et pour cause ! Interrompre la guerre pour libérer des résidents d'un kibboutz plutôt laïc et marqué à gauche, des jeunes fêtards et des travailleurs d'origine thaïlandaise, ça avait de quoi rebuter les colons et les religieux au pouvoir. Ce qui les a finalement convaincus, c'est la promesse qu'ils se sont faite de reprendre l'attaque de plus belle à la fin du cinquième jour !

Ce que veut le gouvernement au pouvoir en Israël, c'est la guerre totale pour continuer le processus de colonisation. De son point de vue, la trêve, qu'elle dure cinq jours ou un an, n'est qu'une pause entre deux effusions de sang. Les grandes puissances impérialistes laissent faire, car elles comptent sur l'État d'Israël pour faire la police dans la région. Il n'y aura pas de paix sans renversement de ce système capitaliste qui maintient dans l'oppression les populations palestiniennes et qui sème la guerre à travers tout le Moyen-Orient.

Et ici, les attaques continuent contre ceux qui expriment leur solidarité

En France, le gouvernement tente de faire passer tout soutien aux Palestiniens pour de l'antisémitisme. Il espère imposer le silence, voire la résignation. À Grenoble, après une campagne du Crif, une réunion publique du NPA intitulée « *Israël assassin, impérialistes complices* » a été interdite par la préfecture. À Paris, des organisations violentes d'extrême droite sionistes, la LDJ et le Bétar ont tenté une incursion dans la manif contre les violences faites aux femmes, assimilant par leurs mots d'ordre les manifestantes et manifestants au Hamas.

Au fond, leur argument est que toute critique de l'État d'Israël, militariste et colonial, est une attaque contre les Juifs en général. Mais assimiler l'ensemble d'un peuple, dont une partie crie d'ailleurs « *pas en notre nom !* » à propos des massacres, à la classe dirigeante israélienne, n'est-ce pas un peu... raciste ?

Que dirait-on de celui qui amalgame toute une population avec quelques dirigeants, par exemple, les Russes avec Poutine ou les Français avec Macron ?

Le raccourci imposé par le gouvernement est en fait antisémite. Il vise à écraser sous un tombereau d'accusations tous ceux qui expriment leur solidarité avec les Palestiniens. Macron ne veut pas voir à Paris 300 000 personnes dans les rues comme à Londres, il ne veut pas que les universités françaises s'agitent comme les universités américaines. Il voudrait que tout le monde marche au pas.

Mais nous, travailleurs et travailleuses, ne marcherons pas. En manifestant, en nous organisant, en faisant entendre une autre voix, la nôtre, nous les gênons. Sur ce sujet-là comme sur tous les autres qui nous préoccupent, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Les organisations politiques de gauche et les confédérations syndicales sont aux abonnés absents, car elles refusent, au mieux, d'engager le bras de fer avec le gouvernement, et au pire, n'ont avec lui, au fond, que des nuances et des différences d'appréciation. Il n'y a rien à en attendre, alors rentrons nous-mêmes dans l'action !

Samedi 2 décembre, partout en France, soyons des dizaines de milliers à manifester pour l'arrêt des massacres à Gaza et contre la colonisation.

Sans nous pas de bagnoles !

250 intérimaires virés vendredi dernier, (d'autres suivront), autour de 240 CDI en trop selon la direction... Avec la nouvelle organisation en 2 équipes, elle veut massacrer les effectifs. On est tous concerné !

Mardi 13 novembre, il y a eu un débrayage de 80 salariés pendant 2 heures 30 en équipe 12 au Montage, qui a dû s'arrêter. Il y a eu aussi des rassemblements (au Montage 125 salariés en équipe de nuit, 130 en équipe 22...). La direction ne nous fera aucun cadeau, à nous de nous organiser pour ne pas lui en faire.

Aucune confiance

Ferrage, vendredi dernier, pendant plusieurs heures, 7 caristes ont débrayé en équipe 12 pour protester contre la perte de leurs postes. On ne leur dit rien sur leurs affectations futures. La direction a été obligée de venir s'expliquer pendant 2 heures 30 pour essayer de rassurer... Peine perdue, elle a surtout prouvé qu'elle voulait attaquer sévèrement les salariés. Les grévistes sont allés discuter avec les ouvriers des autres secteurs.

Au Ferrage ou ailleurs, la meilleure manière de garder nos postes, c'est de ne pas rester isolés. La direction ne comprend que le rapport de force.

La cohérence c'est pas son fort !

Rallongements d'horaires, GJP, samedis travaillés... La direction multiplie les H+ mais continue à dire qu'il y a trop de salariés sur le site. Si la production doit baisser, il suffit de maintenir les équipes, tous les postes et de baisser les cadences, sans faire d'H+, c'est tout de même plus logique. Non ?

Un aller sans retour ?

On nous propos d'aller travailler sur d'autres sites... comme PSA Douvrin qui est en train de fermer, ou PSA Rennes qui n'arrête pas de chômer (encore 2 semaines en novembre et 1 semaine en janvier) ! De toute façon, les déplacements sont souvent des pièges, on sait quand on part, jamais quand on revient... ni à quel poste.

La voix de son maître

Montage, un RG se permet d'insulter les ouvriers de chaîne... dans leurs dos. Il y a quelques semaines, c'est ce type de chef qui organisait au briefing les leçons de morale sur « inclusion et diversité ». Une leçon de la direction qu'il a bien apprise : c'est l'hypocrisie et le mépris pour les salariés.

Montage : la gazette de la cata

Montage éq. 12, Jeudi des pannes ont mis le Montage continuellement à l'arrêt. Vendredi : arrêts de chaîne pour cause de panne de convoyeur, 158 voitures produites au lieu de 266... Pour nous faire payer ses propres erreurs, la direction nous menaçait de 30 minutes supplémentaires ce lundi, elle a finalement annulé... sûrement par manque de caisses !

Mauvaise idée

PSA Valenciennes, la direction veut faire tourner un atelier en continu en juillet et août. Elle réfléchit à n'accorder que 2 semaines de congés aux salariés. La direction a fait signer un accord national à ses syndicats béni-oui-oui qui permet ça. À PSA Valenciennes, comme à Poissy, ce sont nos congés, pas les leurs. Hors de question que le patron et ses valets nous pourrissent les vacances.

Un exemple à suivre

Le 5 décembre, vont commencer le petit théâtre des négociations annuelles obligatoires (NAO) pour Stellantis France. Le but de la direction est de lâcher le minimum. Elle laisse entendre qu'elle a perdu trop d'argent avec la grève victorieuse des travailleurs de Stellantis aux USA : 25 % d'augmentation de salaires en 4 ans, dont 11 % la première année.

Petite musique pour semer la division entre travailleurs américains et français. Ridicule, car même après la grève américaine, Stellantis reste ultra-riche. Bravo aux ouvriers américains d'avoir démontré que Stellantis peut largement augmenter les salaires, et qu'il suffit de lui forcer la main par la grève !

Crever au boulot ou crever de pauvreté ?

Le ministre de l'économie Bruno Le Maire a annoncé son intention de passer la durée d'indemnisation du chômage pour les salariés de plus de 55 de 27 mois à 18 mois comme les autres. « Je ne vois aucune raison pour qu'il y ait une durée d'indemnisation plus longue pour ceux qui ont plus de 55 ans par rapport aux autres », explique le ministre, et il se dit « révolté ».

Le gouvernement n'arrête pas de se plaindre que les salariés âgés des grandes entreprises partent en pré-retraite (plan senior). On a envie de lui recommander d'aller bosser à la chaîne et de se faire virer.

Luca De Meo joue au Général Patton

Pour le lancement de la branche électrique du groupe Renault intitulée « Ampere », le directeur du Groupe Renault Luca de Meo a multiplié les déclarations guerrières devant les salariés :

« Pour moi Ampere, c'est l'avant-garde du groupe. Dans une armée, tu as toujours une avant-garde, un peu comme les GI's. » ou encore « En face de nous, les Chinois, ils bossent de 9h du matin à 9h du soir, 6 jours par semaine. C'est pas sorcier, il va falloir travailler beaucoup, il va falloir beaucoup de productivité pour les battre ».

Et d'ajouter : « Si vous vous plantez, ce n'est pas que vous, c'est tout le groupe que vous mettez en danger. C'est quelque chose que vous devez avoir en tête tous les jours, tous les matins quand vous vous réveillez. »

Quand on entend ce type de discours, on a surtout envie de se battre contre ce général qui veut faire la guerre avec la peau des salariés pour les actionnaires.